
Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris

Nadine Cattan | Anne Clerval

Résumé

La littérature principalement anglo-américaine consacrée à la géographie de l'homosexualité met en évidence la capacité des homosexuels masculins à s'approprier des territoires qui permettent leur visibilité dans la ville et dans la société. À l'inverse, la plupart des travaux portant sur la géographie de l'homosexualité féminine concluent à la relative invisibilité des lesbiennes dans la ville. Cela témoigne de leur double discrimination dans la société, en tant que femme et lesbienne. En s'appuyant sur un recensement inédit des lieux de sortie lesbiens à Paris depuis les années 1970 et des soirées organisées périodiquement dans des lieux différents de la capitale depuis 2000, cet article analyse les logiques spatiales des sociabilités festives des lesbiennes. Il montre qu'au-delà de la faiblesse numérique et de la fragilité des lieux commerciaux lesbiens, la multiplicité des soirées fondées à la fois sur des réseaux sociaux et des réseaux virtuels invite à saisir d'autres logiques spatiales mises en place par les lesbiennes pour se ménager un accès à la ville. Bien que peu visibles pour le reste de la société, les centralités éphémères qu'elles construisent montrent la capacité de réaction des lesbiennes face à l'injustice spatiale qu'elles rencontrent au quotidien.

Mots-clés : homosexualité, lesbienne, territoire, ville, réseau.

Espace de forte densité et de diversité, les villes et en particulier les plus grandes incarnent classiquement des lieux où les relations entre les individus sont anonymes, indépendantes des liens interpersonnels, démultipliant ainsi les possibilités de rencontres avec l'altérité. Vivre en ville c'est pouvoir exprimer plus librement qu'ailleurs des comportements et des identités différentes.

Durant les deux dernières décennies, du moins dans le contexte anglo-américain, le rôle des espaces urbains comme espaces privilégiés de la visibilité homosexuelle et de la constitution des cultures gays et lesbiennes a été mis en évidence par de nombreuses études. Ces études montrent comment le « droit à la ville » des homosexuel·les s'est fortement manifesté par la reconnaissance et le développement des quartiers gays des grandes métropoles et comment ce droit s'exprime également à d'autres échelles notamment par l'investissement d'espaces commerciaux (restaurants, bars, clubs...). L'importance des lieux commerciaux comme lieux de construction de l'identité et lieux de sociabilité pour des minorités sexuelles n'est plus à démontrer et nous détaillerons plus loin le cas particulier des lesbiennes. La plupart des travaux dans ce domaine mettent en évidence le fait que les territorialités urbaines des populations homosexuelles sont clairement définies comme des constructions à dominante masculine et concluent à l'invisibilité territoriale relative des lesbiennes. Les facteurs mis en avant pour expliquer cette situation d'exclusion des lesbiennes des espaces urbains vont de la double discrimination sociale (femme et lesbienne) aux inégalités économiques qui réduisent les potentiels de sorties et de consommation des lesbiennes, en passant par leur situation familiale (les lesbiennes ayant plus souvent la charge d'enfants que les gays). Cela est symptomatique de la plus grande injustice spatiale subie par les lesbiennes puisque, d'une manière générale, elles sont largement invisibles et invisibilisées dans l'espace urbain.. Là où certains mettent en avant le moindre besoin de visibilité et d'extraversion des lesbiennes par rapport aux gays, reproduisant ainsi les stéréotypes de genre sans montrer comment cet éventuel besoin est déjà le résultat d'une oppression, nous pensons que la moindre visibilité des lesbiennes dans la ville s'explique par leur position doublement dominée dans le système patriarcal (Delphy, 1998).

Néanmoins, en constatant la grande diversité et la complexité des lieux d'expression privilégiés de l'identité lesbienne dans les villes, de nombreux travaux soulignent le nécessaire dépassement des acceptions duales qui sous-tendent les catégorisations classiques de l'espace en général et de l'espace urbain en particulier (privé/public, éphémère/durable, visible/invisible). C'est dans cette direction que s'inscrit cet article, qui propose une analyse des territorialités lesbiennes dans l'espace

parisien et son évolution durant les quarante dernières années. Au-delà du constat d'une réduction de la présence lesbienne visible sur la scène parisienne, il cherche à mettre en évidence le large éventail des possibles et des formes alternatives que mobilisent les lesbiennes dans la construction d'espaces de rencontre et de convivialité. Montrer comment et dans quels lieux particuliers de la ville se vivent les sexualités et les identités sexuelles est l'objectif majeur de cette étude. Selon Binnie et Valentine (1999), c'est là l'apport principal que la géographie peut apporter aux *gender studies* et *gay and lesbian studies*¹. L'enjeu est notamment de montrer que réduire les territorialités lesbiennes dans les villes aux seuls lieux visibles et permanents serait une erreur.

Cette recherche s'appuie sur le recensement rétrospectif des lieux commerciaux lesbiens dans la capitale sur plusieurs décennies, ainsi que des événements festifs lesbiens organisés dans des lieux parisiens toujours différents depuis une dizaine d'années. Elle se fonde aussi sur des entretiens réalisés auprès de gestionnaires d'établissements lesbiens et d'organisatrices de festivités².

1. La visibilité lesbienne dans les villes

Dès les années 1970 et surtout 1980, la géographie des homosexualités fait l'objet de publications dans le monde anglo-américain bien que de manière encore dispersée. Les émeutes de Stonewall, qui ont opposé à New York en 1969 les homosexuels aux forces de police, ne sont pas étrangères à l'émergence de ce nouveau champ académique dans les sciences humaines et sociales (Tamagne, 2006) reconnu aujourd'hui sous l'appellation des « *gay and lesbian studies* ».

C'est pourtant au tournant des années 1990 que la géographie des sexualités prend toute son importance. L'analyse des sexualités dans l'espace se fait dans l'intégration de différents champs et diverses approches de la discipline géographique, mais c'est dans le champ de la géographie urbaine que le lien entre sexualités et territoires a été majoritairement étudié (Binnie et Valentine, 1999). Cela tiendrait sans doute du fait que, dans la plupart des métropoles occidentales, l'homosexualité a acquis un « droit à la ville ». Ce droit se manifeste par l'existence et la visibilité de quartiers gays, comme Castro à San Francisco, le Marais à Paris, Chueca à Madrid, Schöneberg à Berlin, le Village à Montréal, Greenwich Village à New York, donnant un « droit de centralité » aux populations homosexuelles. Si, l'ensemble de ces travaux interroge la place, l'accès et la visibilité de minorités sexuelles aux espaces urbains, l'enjeu de l'équité spatiale est peu présent dans les approches. On retient ici deux aspects majeurs pour résumer les problématiques transversales de ces travaux. Un premier ensemble de travaux a interrogé la nature de ces espaces « d'homosociabilité », simples espaces commerciaux au même titre que d'autres espaces culturels ou espaces communautaires permettant l'affirmation d'une identité collective (Sibalis, 2004 ; Leroy, 2005 ; Deligne *et al.*, 2006 ; Blidon, 2007). Le deuxième a mis l'accent sur le rôle des gays dans les transformations socio-spatiales des aires urbaines participant ainsi au processus de gentrification (Knopp, 1990 ; Forest, 1995 ; Rothenberg, 1995 ; Podmore, 2006).

L'hypothèse de la non territorialité des lesbiennes

Dans la plupart de ces recherches, l'accent est mis sur les comportements des gays dans les espaces urbains. En effet, très rares sont les études qui ont abordé les pratiques des lesbiennes dans les villes et notamment leur spatialité. L'ouvrage de Manuel Castells, *The city and the grassroots*, publié en 1983 a constitué une sorte de déclencheur pour le développement des études sur les communautés lesbiennes. Dans cet ouvrage, Castells interroge la spatialité des gays et celle des

¹ « [...] how sexualities are lived out in particular places and spaces. This is the major contribution that geographers can therefore offer other disciplines concerned with sexuality » (Binnie et Valentine, 1999).

² Nous remercions très chaleureusement toutes les personnes qui nous ont reçues et qui nous ont fait partager leurs expériences enrichissantes.

lesbiennes à San Francisco. Il montre que les gays ont un comportement dans l'espace urbain typiquement masculin, territorialisé et visible autour d'espaces commerciaux et de consommation, alors que les lesbiennes se conforment à un comportement féminin, non territorial, fondé sur des réseaux informels, et sont plus politisées que les hommes gays. L'absence de « territoires lesbiens » est expliquée en grande partie par les inégalités de salaires entre les hommes et les femmes et en conséquence du fait que les lesbiennes adoptent un comportement qui renvoie aux différences genrées et non aux différences qui tiennent de la sexualité. Dans ce travail pionnier, M. Castells a démontré aux géographes et sociologues urbains que l'identité homosexuelle a une base fortement spatiale (Binnie et Valentine, 1999). Toutefois, la vision dichotomique des pratiques de l'espace urbain des gays et lesbiennes véhiculée dans l'ouvrage est fortement réductrice et, depuis, un grand nombre d'études a mis en évidence la plus grande complexité des situations et le nécessaire approfondissement des relations entre genre, sexualité et espace (Knopp, 1990 ; Adler et Brenner, 1992 ; Forest, 1995 ; Valentine, 1997).

Ce sont les travaux sur les lesbiennes dans les villes occidentales qui ont apporté les arguments critiques les plus aboutis et ont permis de dépasser certains déterminismes et idées reçues sur l'identité et les comportements lesbiens dans les villes (Binnie et Valentine, 1999 ; Adler et Brenner, 1992 ; Podmore, 2006). Si les démonstrations se succèdent de ville en ville pour mettre en évidence le fait que l'espace lesbien est exclu des quartiers gays, il n'en demeure pas moins qu'un grand nombre d'études concluent tous à l'existence d'espaces et de lieux lesbiens dans les villes, construits grâce à des réseaux informels souvent invisibles et qui combinent une grande variété de situations entre usages privés et publics des lieux.

Un regard renouvelé pour des territorialités alternatives

Dans leur étude sur Manchester, Pritchard et al. (2002) montrent comment sexualité et genre se croisent pour exclure les femmes des espaces publics de loisirs et comment dans le village gay, hétéro-patriarcat et homo-patriarcat se combinent dans un jeu de pouvoir dialectique empêchant l'appropriation par les femmes lesbiennes de cet espace homosexuel. Avec leur forte charge émotionnelle et psychologique, ces espaces homosexuels ont un important potentiel d'*empowerment* des populations homosexuelles dans une société dominante hétérosexuelle, pourtant les auteurs montrent alors combien il est difficile aux lesbiennes de s'approprier cet espace gay comme outil d'*empowerment* et cela d'autant plus que ces espaces sont de plus en plus envahis par les populations hétérosexuelles. À Philadelphie le constat est identique : on ne retrouve pas les lieux lesbiens à proximité des centralités gays commerciales (Cieri, 2003). Mais ce constat est un prétexte pour l'auteure dont l'objectif est de montrer combien nos méthodes et sources d'investigation limitent nos observations et connaissances des fonctionnements des sociétés urbaines. Marie Cieri insiste sur la nécessité de développer des méthodes alternatives de collecte et d'analyse de l'information géographique loin des sources officielles faisant autorité. À partir de son expérience propre de touriste lesbienne à Philadelphie et des expériences et représentations de femmes lesbiennes et bisexuelles, l'auteure met en avant le fait que les communautés queer et lesbiennes se construisent moins autour des lieux de consommation qu'autour des lieux de domicile ou de certains voisinages en dehors de la ville centre. À Los Angeles, comme en écho, Yolanda Retter (1997) construit sa démonstration autour de l'argumentaire suivant : la territorialisation des lesbiennes est significativement différente de celle des gays. Soulignant combien la notion de territoire demeure profondément masculine, elle met en avant la nécessité de développer de nouvelles méthodes notamment dans l'intersectionnalité pour comprendre l'importance relative des espaces lesbiens. Pour des raisons essentiellement financières, les espaces lesbiens sont temporaires et dans un regard réflexif, l'auteure appelle à réinterroger les catégories binaires de temporaire et permanent pour qualifier les lieux.

L'étude des communautés lesbiennes à Park Slope (Brooklyn, New York) demeure une référence pour comprendre les mécanismes qui sous-tendent le développement de quartiers lesbiens multifonctionnels (Rothenberg, 1995). Au-delà des facteurs économiques, en particulier la disponibilité de logements peu onéreux, l'auteure montre comment la dimension symbolique a joué un rôle majeur pour faire de Park Slope la plus grande concentration de lesbiennes aux États-Unis. Park Slope est passé du statut de quartier attractif économiquement parlant à celui de quartier socialement attractif avec les témoignages de lesbiennes soulignant le fait qu'elles s'y sentent en sécurité en tant que lesbienne. L'auteure montre également comment la connaissance du lieu se diffuse grâce aux réseaux sociaux et contacts personnels. Park Slope est un exemple type d'un espace social qui au départ était reconnaissable par les lesbiennes elles-mêmes, et est aujourd'hui identifié comme espace lesbien par la population hétérosexuelle dans son ensemble.

Il ne fait aucun doute que les affirmations de M. Castells sont grandement à nuancer tant ces études montrent l'importance, pour les lesbiennes, d'établir et de revendiquer des territorialités locales lesbiennes. L'intérêt revêt une dimension fortement symbolique à la fois pour construire une identité lesbienne et pour affirmer un acte politique d'appropriation d'espaces résidentiels qui échappent aux négociations et aux relations avec les hommes (Peake, 1993). Les études précédentes montrent comment cet établissement de territorialités lesbiennes se fait hors et en disjonction des quartiers gays. Trois études récentes sur Paris et Montréal soulignent une plus grande complexité des liens entre les territorialités lesbiennes et les quartiers et centralités gays dans les villes. Julie Podmore (2006) étudie la visibilité lesbienne à Montréal depuis 1950 au travers des établissements commerciaux. L'objectif est de contextualiser, sur ce moyen terme, l'absence de territoire lesbien dans les villes. Elle montre comment les territorialités et visibilité lesbienne sont fortement conditionnées par des dynamiques locales de voisinage et les alliances politiques et sociales. Cette recherche suggère ainsi que la visibilité lesbienne dans la ville de Montréal a été altérée par la plus grande identification communautaire aux formes *queer* et leur territorialisation dans le Village gay. À Paris, deux études mettent l'accent sur les représentations de l'espace parisien par des gays et lesbiennes. Les cartes mentales élaborées montrent bien la différence entre une ville gay visible et dominante d'une part, et des lieux lesbiens plus diffus et plus difficilement identifiables d'autre part (Provencher, 2007). Pourtant, une certaine convergence peut être observée puisque les lesbiennes dessinent, toutes, le quartier du Marais comme espace d'expression identitaire des communautés homosexuelles. Cela rejoint les conclusions d'une étude sur les pratiques des lesbiennes et des gays de l'espace public parisien qui montre que les lieux où deux lesbiennes en couple peuvent avoir un comportement de couple (se tenir par la main, s'embrasser, etc.) se limitent au quartier du Marais (Cattan et Leroy, 2010). Si les quartiers gays des grandes métropoles occidentales ne renforcent pas le capital spatial des lesbiennes, ils leur procurent un sentiment certain de sécurité.

Comment et où se définissent des territorialités lesbiennes à Paris aujourd'hui et comment ont-elles évolué durant les dernières décennies ? C'est ce que nous proposons d'analyser dans cet article en retraçant, dans un premier temps, la géographie des lieux commerciaux lesbiens depuis les années 1970, puis en explorant les territorialités alternatives et éphémères des soirées lesbiennes des années 2000, avant de revenir sur les logiques de localisation des lieux et des soirées par rapport au Marais gay.

2. Les lieux commerciaux lesbiens à Paris

Paris est un des principaux lieux de sociabilité et de visibilité de l'homosexualité en Europe, après Londres et avant Berlin, notamment en nombre d'établissements gays et lesbiens (Leroy, 2005). Elle talonne New York au niveau mondial. Cette position privilégiée est ancienne (Tamagne, 2006). Aujourd'hui, dans ce Paris gay, on peut se demander comment se distingue la géographie lesbienne. La question est d'autant plus prégnante que plusieurs sources montrent qu'à la fin du XIX^e

siècle, Paris s'impose comme une des grandes cités du lesbianisme (Albert, 2006). Autrement dit, la visibilité des homosexuel-les à Paris, qui participe de leur visibilité et de leur plus grande acceptation dans la société, est-elle paritaire ?

Qu'est-ce qu'un lieu lesbien ?

À Paris, comme dans d'autres métropoles occidentales, les lieux commerciaux sont les principaux lieux de sociabilité lesbiens. Pour la minorité doublement discriminée – en tant que femmes et en tant qu'homosexuelles – ces lieux ont une triple dimension : lieux de sortie et de fêtes comme le sont ces lieux en général, ils sont pour les lesbiennes des lieux d'un entre-soi recherché parce qu'ils correspondent à des lieux de rencontre et de sociabilité avec d'autres lesbiennes, et des lieux de visibilité dans une société patriarcale et hétérosexuelle qui passe généralement sous silence la sexualité lesbienne. Cette triple dimension confère à ces lieux une importance plus grande que celle qu'ils ont en général pour le reste de la population. Bien que cela pose la question de la commercialisation des identités sexuelles, il faut reconnaître à ces lieux une forte dimension émancipatrice où les lesbiennes se sentent à l'abri des discriminations et violences et où elles construisent une forme de résistance face à une société hétéronormative et patriarcale. De ce fait, notre postulat de départ est que l'évolution de ces lieux est emblématique de la place et de la visibilité des lesbiennes dans les métropoles et renvoient aux questions de justice et d'équité spatiales.

En effet, dans un récent travail d'enquête auprès de lesbiennes parisiennes et toulousaines, Natacha Chetcuti (2010) analyse la façon dont on se dit lesbienne et montre que cette désignation de soi se construit progressivement, contre la norme hétérosexuelle et patriarcale qui assigne aux femmes une place dépendante des hommes. C'est souvent quand une femme vit une relation avec une autre femme se disant lesbienne qu'elle construit pour elle-même cette désignation de soi en tant que lesbienne (et ce, même si cela fait des années qu'elle se sait attirée par les femmes ou qu'elle vit des relations amoureuses avec d'autres femmes, qui ne se disent pas lesbiennes). Dans ce processus, le lieu festif lesbien (la plupart du temps commercial) joue un grand rôle, à la fois pour rencontrer ces femmes qui se disent lesbiennes, et pour se vivre en tant que lesbienne, hors de la norme hétérosexuelle et patriarcale :

« Ainsi, Catherine évoque sa satisfaction de découvrir, après sa première expérience avec une femme, l'existence d'un bar homosexuel. L'enthousiasme suscité par la fréquentation de ce bar vient de ce qu'elle peut partager des moments festifs sans être jugée sur sa non-conformité avec l'hétérosexualité. » (Chetcuti, 2010, p. 48)

Plus qu'un simple lieu festif comme il l'est pour le reste de la population, un bar, une boîte de nuit ou une soirée lesbienne, représente donc un « contre-espace » (Chetcuti, 2010, p. 49), un véritable lieu d'émancipation, hors de la norme majoritaire et à l'abri des injures ou des violences que peuvent subir les lesbiennes dans l'espace public. Il représente pour les lesbiennes la possibilité de se rencontrer et partager collectivement leur expérience. Enfin, plus que les associations culturelles et sportives, ces lieux assurent une certaine visibilité des lesbiennes dans la ville. La prédominance des lieux commerciaux parmi les lieux de sociabilité lesbienne, en particulier à Paris, pose néanmoins la question de l'accès de toutes à ces lieux.

Le recensement des lieux commerciaux lesbiens, que sont les bars et les boîtes de nuit, à Paris n'est pas une entreprise évidente. La difficulté tient de la définition même de ces lieux. Elle relève également de l'inexistence d'archives accessibles et exhaustives sur le sujet. Dans cette étude, nous considérons qu'un lieu est lesbien lorsqu'il est tenu par une ou des lesbiennes (avec souvent un personnel uniquement féminin) et fréquenté exclusivement ou majoritairement par des lesbiennes.

Ce sont également des lieux identifiés comme lesbiens à l'intérieur du milieu lesbien³ (comme à l'extérieur).

Pour effectuer ce recensement, à la fois actuel et rétrospectif, cette étude mobilise plusieurs sources. Tout d'abord, elle s'est appuyée sur l'ouvrage autobiographique d'Élula Perrin (2000), animatrice de trois boîtes de nuit lesbiennes parisiennes entre 1969 et 1997 et marraine de la seule qui subsiste aujourd'hui, et sur des travaux de recherche historique (Albert, 2006 ; Tamagne, 2000). Ensuite, les enquêtes de terrain ont conjugué un recensement des sites Internet présentant les bars, les boîtes et les soirées adressées aux lesbiennes, avec des entretiens auprès de cinq gestionnaires de ces lieux ou organisatrices de soirées⁴, qui sont autant de témoins privilégiés de la nuit lesbienne. Enfin, ce travail s'est nourri de nos propres observations de ces lieux.

Les lieux commerciaux lesbiens à Paris de 1970 à nos jours

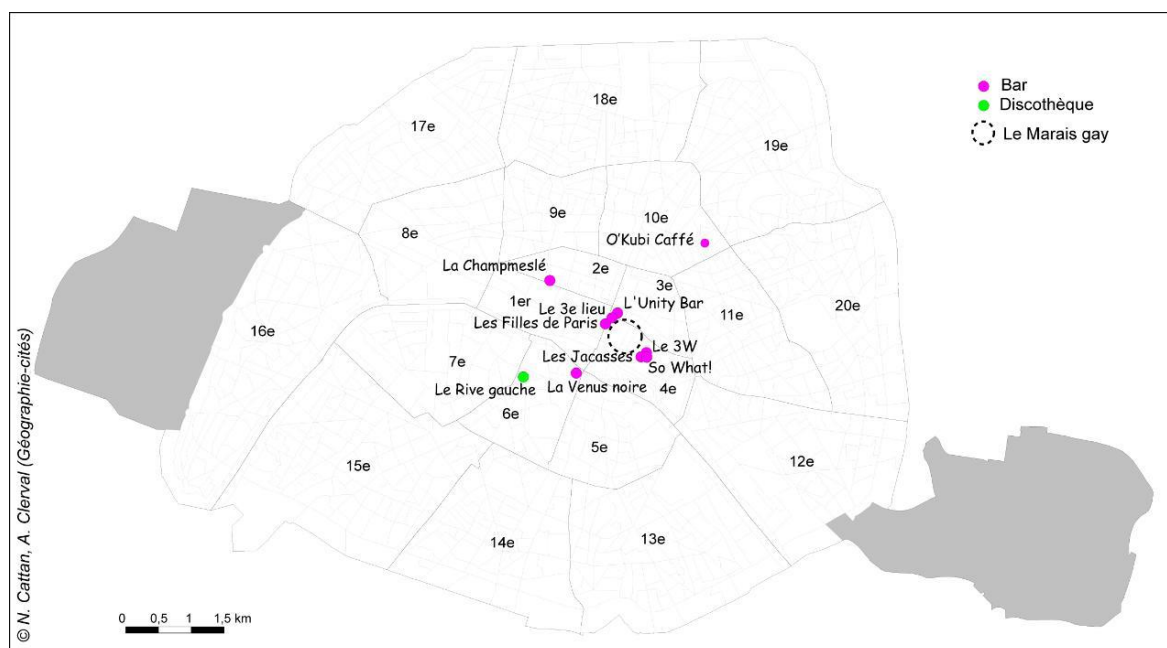


Figure 1. Les lieux commerciaux lesbiens à Paris en 2010

Au moment de la rédaction de l'article, en mars 2010, on recense neuf bars lesbiens et une boîte de nuit lesbienne à Paris (figure 1). Parmi ces bars toutefois, l'un est très peu fréquenté, trois ont ouvert plus ou moins récemment et deux derniers sont mixtes et fréquentés également par un public hétérosexuel⁵. La seule boîte de nuit qui perdure, le Rive Gauche (6^e), ne propose plus quant à elle des soirées réservées aux filles que le samedi soir. Les lieux de sortie possible pour les lesbiennes à Paris se caractérisent donc par leur faible nombre et il faut souligner la quasi absence de boîte de nuit lesbienne, ce qui contraste fortement avec l'offre de lieux du même type réservés aux homosexuels masculins (Leroy, 2005).

³ La prise en compte des lieux mixtes mérite d'être interrogée par rapport à la visibilité propre des lesbiennes. Toutefois, le faible nombre des lieux commerciaux « strictement » lesbiens et le fait que de nombreuses lesbiennes se rencontrent dans ces lieux nous conduit à les intégrer dans notre étude.

⁴ Sur les vingt dernières années, trois d'entre elles ont été responsables de cinq lieux commerciaux qui sont toujours ouverts aujourd'hui ou ont été ouverts pendant cinq ans au moins. Deux autres organisent des soirées dans différents lieux plusieurs fois par mois depuis plusieurs années.

⁵ Le Troisième lieu, 4^e, et l'O'Kubi Caffé, 10^e.

L'histoire contemporaine des lieux lesbiens commence au tout début des années 1970 avec l'ouverture d'une discothèque réservée aux femmes sur la rive gauche, le Katmandou, par Élula Perrin et Aimée Mori, qui dominèrent la nuit lesbienne jusque dans les années 1990. La non mixité permet la visibilité lesbienne, même si elle n'est jamais complètement stricte. Située sur la rive gauche à proximité des boîtes chic des années 1960, Chez Régine et Chez Castel, cette première boîte de nuit lesbienne était assez raffinée et fréquentée par des femmes d'un certain niveau social et également par des femmes célèbres, lesbiennes ou non. La nuit lesbienne qui s'ouvre dans les années 1970 est d'abord réservée aux plus aisées d'entre elles. Malgré sa tenue irréprochable selon la police elle-même, la boîte fut l'objet d'un harcèlement régulier de la part des voisins qui ne supportaient pas la présence d'une boîte lesbienne dans leur immeuble. En 1990, de nouveaux locataires lancèrent une charge plus importante contre le Katmandou. Proches du pouvoir en place selon Élula Perrin, ils parvinrent à faire fermer la boîte pour « bruit ». « Désormais, les parents peuvent laisser leurs chérubins passer devant le 21 rue du Vieux-Colombier, c'est une maroquinerie de luxe. Bourgeois, dormez en paix. » écrit É. Perrin (2000, p. 193).

L'ouverture du Privilège (1991-1995) au sous-sol du Palace, célèbre boîte homosexuelle masculine située sur les Grands Boulevards marque un deuxième temps de la visibilité lesbienne à Paris. La même année, une autre boîte de nuit lesbienne L'Entracte ouvre ses portes. Les années 1990 marquent une sorte d'âge d'or de la nuit lesbienne avec deux boîtes lesbiennes situées à proximité, entre lesquelles les lesbiennes avaient l'habitude de circuler, formant une sorte de micro-territoire lesbien sur les Grands Boulevards. À cela s'ajoute l'éclosion des bars lesbiens à la même époque, d'abord à Bastille puis à la périphérie du Marais gay qui s'est constitué dans les années 1980. Plusieurs tenancières de bars mettent en avant leur volonté de créer un lieu de vie lesbien plus qu'un simple commerce : elles pratiquent des prix modérés et ne poussent pas à la consommation, ce qui permet d'élargir socialement l'éventail de lesbiennes pouvant fréquenter ces lieux.





Figures 2 et 3. Deux bars lesbiens situés à l'ouest du Marais gay (photo A. Clerval, mai 2009)

Dans les années 2000, on comptabilise neuf bars et trois boîtes de nuit. Parmi ces bars, l'un d'eux, situé dans le 4^e arrondissement, a changé trois fois de nom et de gérante⁶. Ce changement s'est parfois accompagné d'une plus grande mixité de la clientèle⁷. D'autres bars ne sont restés ouverts que quelques années, situés tous dans le 3^e arrondissement, à l'ouest du Marais gay.

Du côté des boîtes de nuit, deux boîtes généralistes offraient des soirées aux lesbiennes quelques soirs par semaine, toutes deux très différentes. Le Rive gauche, non mixte, proposait une programmation musicale généraliste attirant une clientèle lesbienne variée. Sur la rive droite, le Pulp proposait une programmation musicale pointue dans le domaine des musiques électroniques, reconnu au-delà du milieu lesbien. Ce succès la conduisit à s'ouvrir de plus en plus à la mixité⁸, proposant même des soirées gratuites ouvertes à tous. Enfin, la troisième boîte de nuit, Chez Moune, était un héritage de l'entre-deux-guerres : cabaret féminin ouvert en 1936, il avait été transformé en discothèque dans les années 1970 en perdant sa spécificité lesbienne⁹. Ainsi, dans les années 2000, un samedi soir, les lesbiennes franciliennes avaient à leur disposition entre quatre et six bars et deux boîtes de nuit pour sortir, se retrouver et se rencontrer. Outre sa faiblesse, cette offre de lieux festifs commerciaux est segmentée selon le profil socio-démographique des lesbiennes. C'est autant le prix d'entrée ou des consommations que le type de musique qui entraîne cette segmentation.

⁶ L'Alcantara ouvert entre 2000 et 2002 est devenu Le Bliss Kfé entre 2002 et 2006 puis Le Nix entre 2006 et 2009.

⁷ Exclusivement lesbien au début des années 2000, il devient de plus en plus ouvert aux gays et aux populations hétérosexuelles, avant de fermer en 2009. C'est ce même bar qui a été repris fin 2009 pour devenir le So What!, un bar orienté vers les lesbiennes de 30-40 ans et ouvert aussi aux hommes.

⁸ Le Pulp a fermé en mai 2007 suite au rachat de l'immeuble dans lequel il se trouvait par un promoteur immobilier, privant une partie de la population lesbienne d'un lieu de sortie irremplaçable et devenu mythique au sein du milieu lesbien. Le Pulp n'attirait pas les mêmes lesbiennes que le Rive gauche et celles-ci ne se sont pas repliées sur celle-là.

⁹ Dans les années 2000, une animatrice de la boîte avait relancé les soirées pour filles le samedi soir, auxquelles le changement de propriétaire de l'établissement mit fin en 2008, malgré une certaine mobilisation du milieu lesbien pour leur sauvegarde.



Figure 4. Chez Moune, cabaret féminin ouvert en 1936 (photo A. Clerval, mai 2009)

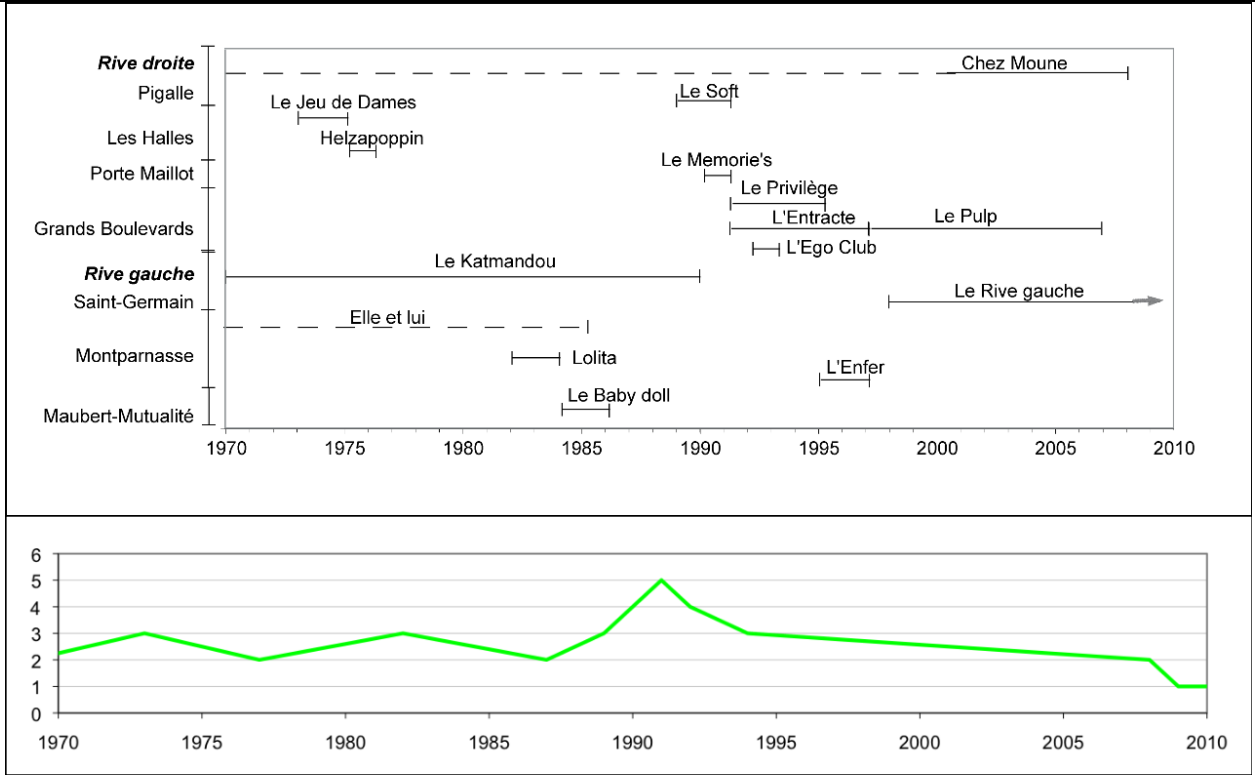
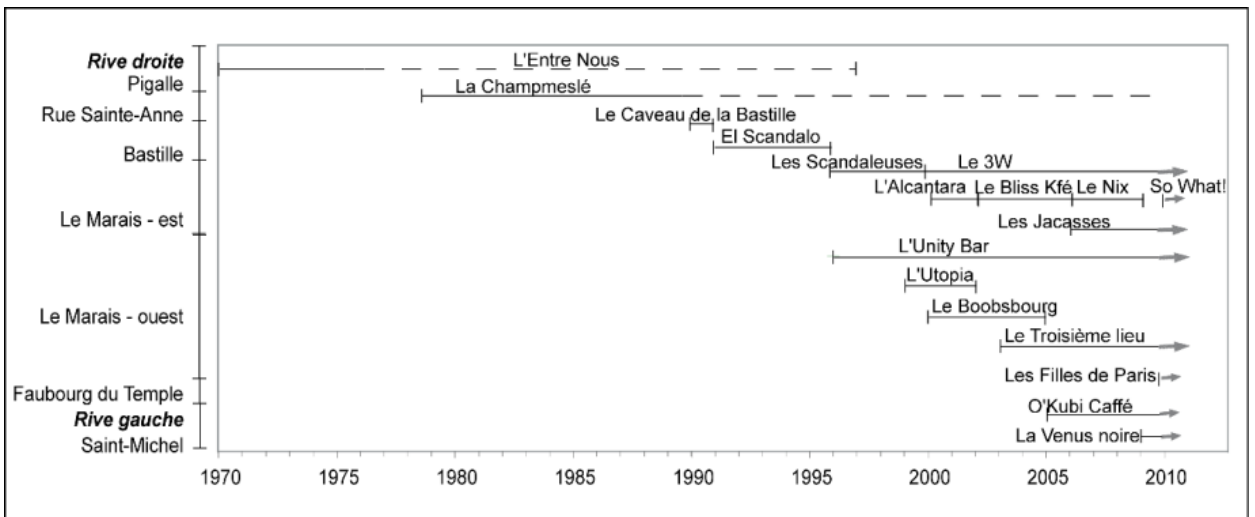


Figure 5. Les boîtes de nuit lesbiennes à Paris depuis 1970 : ouverture, fermeture et durée de vie



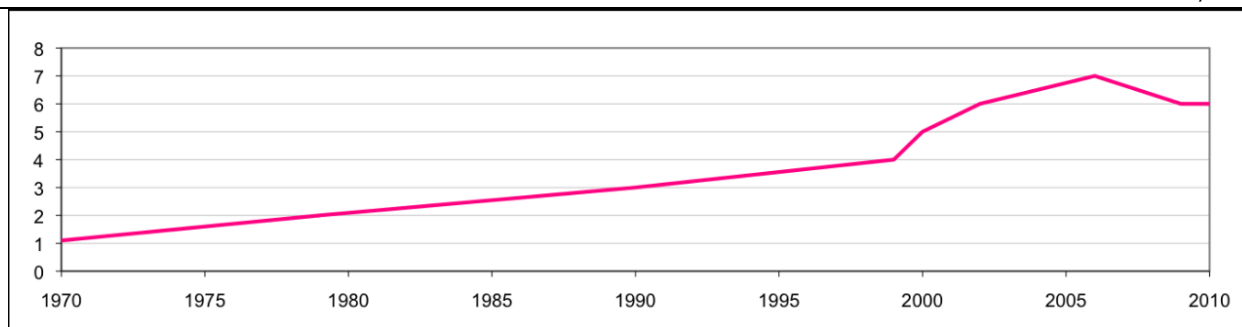


Figure 6. Les bars lesbiens à Paris depuis 1970 : ouverture, fermeture et durée de vie

Les territoires lesbiens : des boîtes de nuit aux bars, entre rive gauche et rive droite

Au terme de cette rétrospective historique, on observe une prééminence des boîtes de nuit dans un premier temps, où l'on pouvait discuter et boire un verre jusqu'à l'amplification des volumes sonores dans les années 1980-1990. Depuis les années 1990, les bars lesbiens sont plus nombreux car plus faciles à ouvrir qu'une boîte de nuit, soumise à une réglementation très restrictive à Paris. En règle générale, boîtes de nuit et bars ont une existence limitée à quelques années. Ces lieux reposent la plupart du temps sur l'énergie d'une ou deux personnes¹⁰ qui rencontrent souvent des problèmes avec les propriétaires (en général hommes, hétéros ou gays), avec la police ou le voisinage. Plusieurs tenancières de bars lesbiens témoignent d'une hostilité du voisinage qui, au nom de la lutte contre les nuisances sonores, s'en prend plus volontiers aux bars lesbiens qu'aux autres bars et restaurants alentour. Cela renvoie à un climat général encore largement lesbophobe¹¹. Bien que ces bars s'avèrent souvent rentables, leurs tenancières disent se heurter souvent à la difficulté économique de tenir des lieux non mixtes sur le long terme, ainsi qu'aux effets de mode. C'est souvent sous la pression des propriétaires ou de l'exigence de rentabilité que de nombreux lieux commerciaux lesbiens s'ouvrent de plus en plus à la mixité. Mais des bars ouverts par des lesbiennes se sont aussi d'emblée positionnés comme ouverts à tous, dans un refus de la non-mixité, considérée comme dépassée. Cette question de la non mixité renvoie à celle de la visibilité lesbienne dans la ville : c'est l'ouverture de boîtes de nuit non-mixtes qui a permis l'existence de lieux de sortie et de rencontre lesbiens, tout en favorisant la visibilité des lesbiennes en général ; la fermeture de ces boîtes de nuit et la tendance à la mixité dans les bars risque de diluer cette visibilité. À terme, c'est la reconnaissance même de ces lieux par les lesbiennes qui pourrait disparaître, faisant s'évanouir les lieux supports à la sociabilité lesbienne dans la ville. Ces observations posent d'autant plus question que l'offre de lieux de sociabilité lesbienne est un domaine dans lequel les pouvoirs publics interviennent peu. Et quand des espaces associatifs existent en étant subventionnés par les fonds publics, ils ne sont jamais réservés aux lesbiennes. Ainsi, le centre LGBT de Paris (3^e) est mixte et la Maison des femmes (12^e) a pendant longtemps laissé peu de place aux lesbiennes.

¹⁰ Comme ces quatre bars, le Caveau de la Bastille, El Scandalo, Les Scandaleuses, Le Boobsbourg, tenus successivement par une seule personne.

¹¹ Voir notamment l'enquête de SOS Homophobie sur la lesbophobie publiée en 2008, qui s'appuie sur près de 1800 questionnaires passés auprès de femmes lesbiennes ou bisexuelles : www.sos-homophobie.org.

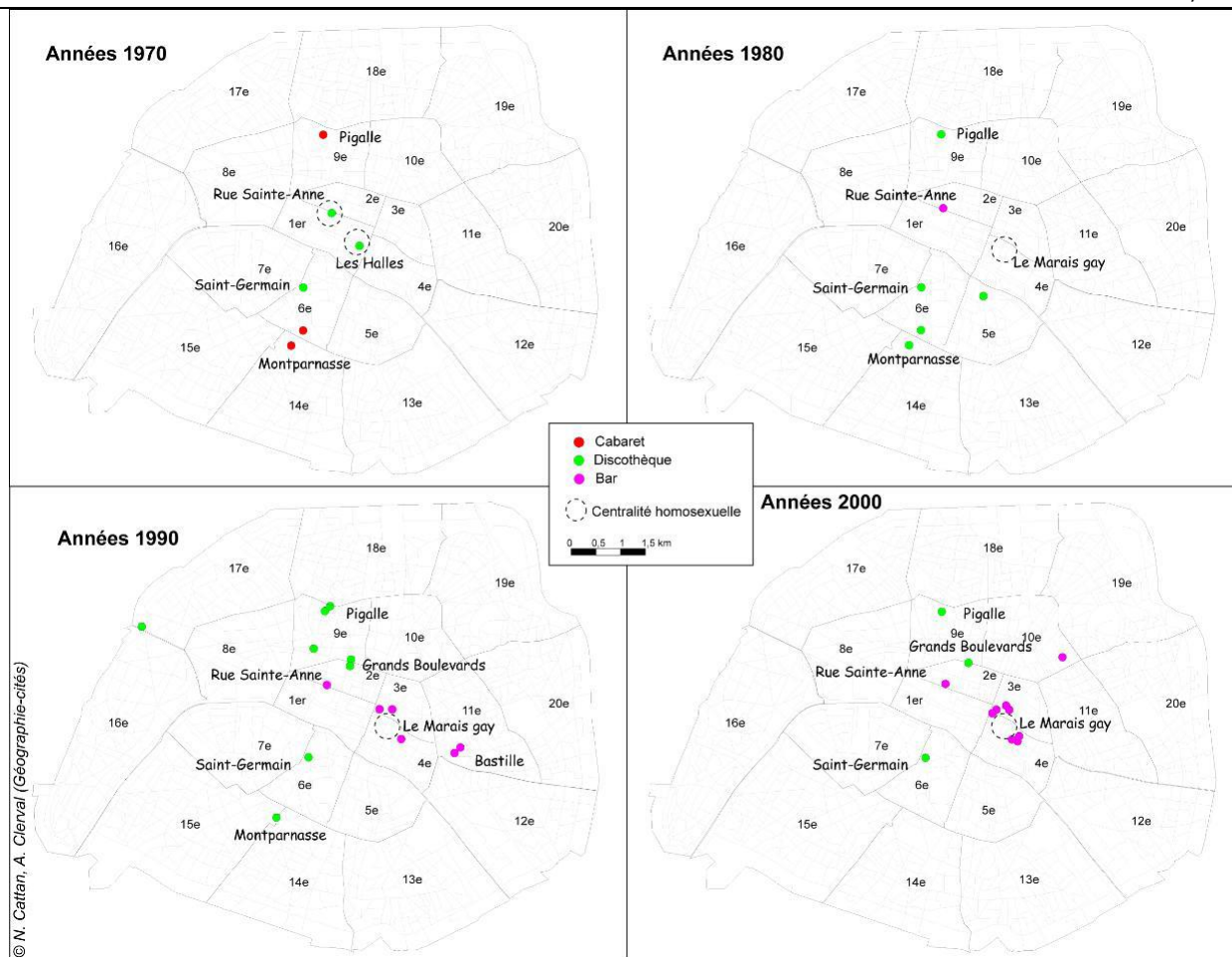


Figure 7. Les lieux commerciaux lesbiens à Paris depuis les années 1970

Sur le plan de la géographie de ces lieux, l'impression générale est celle d'une dispersion initiale, puis d'un repli de la plupart des bars à la lisière du Marais gay (figure 7). Historiquement, la localisation des lieux lesbiens témoigne de la proximité avec d'anciennes centralités homosexuelles comme Pigalle, Montparnasse ou la rue Sainte-Anne (2^e), mais aussi avec des centralités festives hétérosexuelles plutôt chic comme Saint-Germain. C'est une des raisons pour lesquelles la rive gauche tient une place importante dans l'histoire des lieux lesbiens, et en particulier des boîtes de nuit, que l'on ne retrouve pas dans la géographie de l'homosexualité masculine (Leroy, 2005). Les bars, au contraire, se sont développés presque exclusivement sur la rive droite, privilégiant souvent des quartiers populaires qui commençaient à se gentrifier à la façon du Marais gay des années 1980, comme Bastille dans les années 1990 ou encore le quartier Sainte-Marthe (10^e) dans les années 2000.

La proximité de plusieurs lieux commerciaux lesbiens a fait exister dans l'histoire quelques micro-territoires lesbiens, visibles en fin de semaine et surtout une fois par an, le soir de la Marche des fiertés LGBT¹². C'est le cas des Grands Boulevards autour de deux boîtes dans les années 1990, puis de la rue des Écouffes, à l'est du Marais gay, dans les années 2000. Cette territorialité lesbienne est toujours très limitée dans l'espace et dans le temps par rapport à l'ampleur et à la longévité du Marais gay.

¹² « Lesbienne, gay, bi et trans' », terminologie qui remplace la première dénomination de *Gay Pride*, toujours utilisée dans le langage courant.

Dans ce contexte d'injustice spatiale que représentent la faiblesse et le repli des lieux lesbiens, les lesbiennes ont développé elles-mêmes d'autres stratégies pour se retrouver et exister en tant que lesbiennes : les soirées organisées dans des lieux variés et toujours différents.

3. Les territorialités alternatives des lesbiennes à Paris : entre réseaux sociaux et centralités éphémères

Depuis 2000, des soirées lesbiennes d'un nouveau genre fleurissent dans l'espace parisien. Plusieurs facteurs se combinent pour expliquer la multiplication de ce genre d'initiatives : le développement de l'événementiel dans le monde de la nuit (soirées thématiques, musicales), la difficulté à ouvrir une boîte de nuit à Paris (cherté des loyers, caractère très restrictif des autorisations de nuit par la Préfecture), et enfin la faiblesse de l'offre en lieux lesbiens. Le développement d'Internet a probablement joué également un rôle, bien qu'à double sens : d'un côté, la multiplication des sites de rencontre et des forums qui permettent la mise en relation des lesbiennes sans passer par un lieu particulier rend moins indispensable le bar lesbien, du moins pour la rencontre ; d'un autre côté, les listes de diffusion électronique démultiplient les possibilités des logiques de réseau déjà en place dans le milieu lesbien. Multiformes, ces soirées sont aujourd'hui essentielles pour qui veut analyser la spatialité des lesbiennes à Paris.

Le genre des soirées lesbiennes

D'un point de vue organisationnel et spatial, deux types de soirées, régulièrement organisées, peuvent être distingués : les soirées itinérantes qui investissent différents lieux commerciaux et les soirées fixes qui se tiennent régulièrement dans un même lieu. Elles correspondent à l'éclosion des soirées thématiques dans les années 1990 : épisodiques, ces soirées se distinguent soit par le style de la programmation musicale, soit par l'horaire (thés dansant les dimanches après-midi, soirées en première partie de nuit). Depuis 2000, le nombre, la fréquence et la clientèle de ces soirées lesbiennes ne cessent d'augmenter.

En 2010, on recense cinq soirées itinérantes à Paris à destination des lesbiennes (figure 8). Deux d'entre elles, les plus anciennes, sont exclusivement réservées aux femmes : Primanotte et Pinkyboat. Trois autres s'adressent à un public plus large : Samesex aux gays et lesbiennes ; Babydoll et Barbi(e)turix sont ouvertes à tous. Ces soirées rencontrent un grand succès et on accorde une attention particulière ici aux soirées non mixtes. Primanotte a, depuis 2003, régulièrement organisé plus d'une soirée par mois (environ 18 en 2008). Les soirées Pinkyboat sont moins régulières sur la durée des six dernières années. Le fonctionnement de ces soirées repose sur un principe de diffusion par le réseau social, à la fois informel et structuré. Pour participer à une soirée Primanotte, il faut s'inscrire en ligne sur la liste de diffusion de la soirée, la première inscription nécessitant un marrainage, ce qui souligne l'importance accordée au réseau social. De ce fait, ces soirées apparaissent à la frontière entre soirée publique et soirée privée et son organisatrice insiste sur l'intérêt à donner un aspect exceptionnel à la soirée, soirée publique certes mais avec un accueil à l'entrée rejoignant ainsi le fonctionnement d'une soirée privée. Elle évalue à plusieurs milliers le nombre d'inscrites aujourd'hui, venant de la région parisienne comme de province ou de l'étranger proche (Belgique, Suisse, Italie ou Angleterre notamment).

Les soirées fixes organisées dans un même lieu, en général une fois par mois, sont le deuxième type de soirées recensées. Elles sont généralement plus anciennes que les précédentes et on en recense neuf en 2010. La plupart de celles qui sont organisées aujourd'hui datent de la fin des années 2000. Six d'entre elles sont exclusivement réservées aux femmes, une autre s'adresse aux gays et aux lesbiennes et deux autres sont ouvertes à tous. Comme les précédentes, ces soirées s'appuient sur

Internet et la diffusion en réseau pour attirer leur clientèle, sans toutefois passer par une inscription sur une liste de diffusion.

Toutes ces soirées visent des clientèles variées : si les soirées non mixtes se veulent généralistes dans leur programmation musicale pour attirer les lesbiennes de tous les goûts et de tous les âges, les autres visent des catégories plus restreintes de lesbiennes et se distinguent par une programmation musicale électronique à la pointe des tendances actuelles qui déborde largement la clientèle lesbienne¹³. Ces deux types de soirées reproduisent peu ou prou la distinction qui existait entre le Rive gauche et le Pulp : les premières, plus chères, sont généralistes tandis que les secondes moins chères et parfois avec une entrée gratuite proposent de la musique électronique. En conséquence, malgré un nombre relativement important de soirées, cette différence de l'offre induit en quelque sorte une certaine segmentation de la clientèle et le choix reste donc relativement limité.

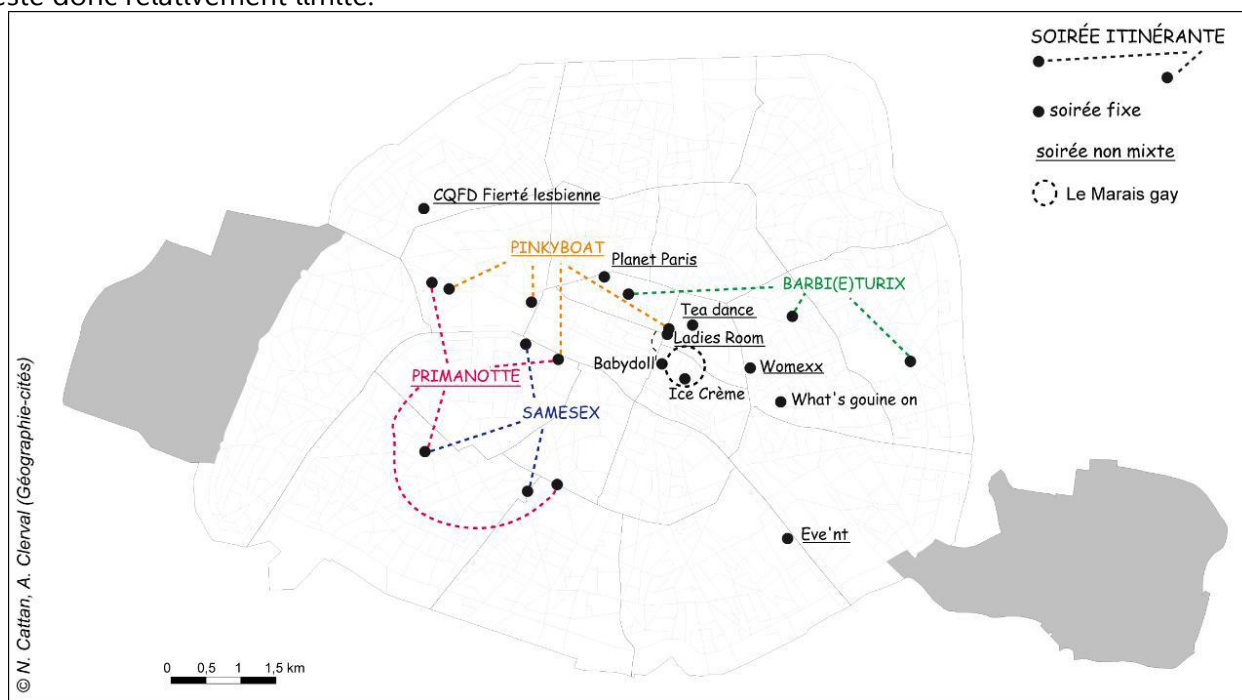


Figure 8. Géographie des soirées lesbiennes à Paris depuis 2000

Un Paris quadrillé par les soirées lesbiennes

Du point de vue de leur localisation dans l'espace parisien, les soirées itinérantes investissent principalement deux types de lieux (figure 8). D'un côté des lieux « sélects » symboliques souvent situés dans les beaux quartiers comme la Coupole (14^e), le Qin Élysée (8^e), les Bains Douches (4^e), Chez Maxim's, la péniche Concorde Atlantique (7^e) et le Back up (15^e) ; d'un autre côté, des lieux « branchés » à la mode souvent situés dans des quartiers en voie de gentrification plus ou moins avancée comme le Social Club (9^e), la Flèche d'Or (20^e). La plupart des soirées organisées régulièrement dans le même lieu se tiennent dans des quartiers gentrifiés ou en voie de gentrification comme Bastille ou la ZAC Rive gauche (13^e). Certaines ont lieu à proximité du Marais, parfois dans une boîte de nuit homosexuelle (Le Tango, les Bains Douches)¹⁴. Plusieurs soirées

¹³ D'autres sont encore plus ciblées, comme les soirées Lick'n Licious, qui s'adressent aux femmes noires et à leurs amies.

¹⁴ L'évolution de la soirée Babydoll trace un itinéraire intéressant en ce qui concerne les logiques de localisation de ces soirées : créée en 2007, elle est d'abord hebdomadaire dans une salle de la rue Saint-Martin (4^e) située à l'ouest du Marais, non loin de deux bars lesbiens ; élue meilleure soirée LGBT de l'année en 2008 par les lecteurs et les lectrices du magazine

lesbiennes itinérantes témoignent donc d'une recherche de lieux valorisés des Beaux quartiers. L'organisatrice de Primanotte met en avant cette recherche de « beaux lieux » et souligne le fait que certaines femmes préfèrent se retrouver dans un entre-soi mais hors des lieux fortement connotés et reconnus comme lieux homosexuels. Ce dernier argument mérite qu'on y accorde une grande attention tant les conséquences sont multiples et conduisent à interpellier un grand nombre de catégorisations qui construisent aujourd'hui encore nos représentations des espaces urbains et nos lectures des pratiques spatiales. À travers ces soirées, les lesbiennes, consciemment ou non, se jouent de leur invisibilité spatiale et sociale, en prenant possession – certes de manière éphémère – des lieux de consommation hautement symboliques de la capitale. Il y a là matière à réflexion sur la nature même des territorialités urbaines entre espace continu concentré et visible des uns reproduisant les théorisations classiques qui sous-tendent les modèles urbains et, les réseaux invisibles, diffus et éphémères des autres qui quadrillent la ville dans son ensemble et interrogent certains fondements majeurs des concepts spatiaux.

Bien qu'itinérantes ou éphémères, ces soirées rassemblent un grand nombre de lesbiennes. Ainsi, selon la capacité du lieu où elle est organisée et la nature de la soirée, on recense parfois entre 400 et 700 femmes présentes tout au long d'une soirée, selon les organisatrices. Cela signifie que le nombre de femmes ayant au total fréquenté la soirée est encore plus élevé. Le grand succès de ces soirées remet donc en question l'argument véhiculé classiquement dans la littérature et relatif à la faible propension des lesbiennes à sortir, que ce soit pour des raisons financières ou à cause de l'intériorisation de comportements genrés moins extravertis. Cela montre qu'il existe une réelle demande des lesbiennes pour des lieux festifs à Paris et que cette demande n'est à l'évidence pas satisfaite, en particulier en ce qui concerne les boîtes de nuit. Mais cela montre également que les lesbiennes savent contourner cette faiblesse de l'offre en lieux commerciaux fixes par une inventivité festive sans cesse renouvelée.

4. Les territoires de l'homosexualité féminine et le Marais : les stratégies actuelles de localisation

La localisation des lieux commerciaux lesbiens et des soirées itinérantes ou ponctuelles organisées dans un lieu fixe correspond à des logiques spatiales qui sont plus réticulaires que territoriales. Le territoire parisien de l'homosexualité masculine qu'est le Marais n'occupe donc pas une place centrale dans ces logiques de localisation. En recoupant les arguments développés par les gestionnaires des lieux commerciaux et par les organisatrices de soirées avec nos propres observations d'une part et avec les arguments développés dans la littérature scientifique d'autre part (Binnie et Valentine, 1999 ; Pritchard et al., 2002, Cieri, 2003 ; Podmore, 2006), trois logiques spatiales peuvent être identifiées.

Une cohabitation partielle dans le Marais : proche mais pas trop

La proximité du Marais gay est souvent évoquée comme un atout pour l'implantation d'un bar. Celui-ci combine les atouts de la centralité urbaine avec l'attractivité d'un quartier identifié comme territoire de l'homosexualité. C'est d'abord une source de sécurité : d'une part, la proximité des bars gays facilite l'établissement des bars lesbiens, et, d'autre part, le Marais forme un espace dans lequel les homosexuel-les, hommes et femmes, se sentent en sécurité (Cattan et Leroy, 2010). D'un point de vue purement commercial, le Marais forme un secteur spécialisé dans l'offre à destination des homosexuel-les et présente donc l'intérêt des économies d'agglomération.

homosexuel *Têtu*, elle accède en 2009 à la prestigieuse boîte de nuit homosexuelle les Bains Douches (3^e), puis devient itinérante et mensuelle à la fin de la même année, investissant elle aussi des lieux mythiques comme le Régine à proximité des Champs-Élysées (8^e).

Toutefois, de l'avis de plusieurs tenancières de bars, l'hégémonie masculine sur le Marais homosexuel pousse les lesbiennes à rester sur ses marges. Il faut savoir, selon elles, être à la fois dedans et dehors et les marges du Marais permettraient aux lesbiennes d'exister sans être trop exposées non plus. Comme à Bastille où le Scandalo avait été ouvert à l'ombre d'une boîte gay, rue Keller au début des années 1990, sa gérante s'est déplacée vers le Marais en ouvrant Les Scandaleuses rue des Écouffes cinq ans plus tard. Dans ces deux rues, l'installation d'un bar lesbien a favorisé le renouvellement des commerces et s'est intégré dans le processus de gentrification du quartier.

Cette cohabitation partielle dans le Marais, des lesbiennes par rapport aux gays, est particulièrement visible le soir de la Marche des fiertés LGBT. Ce soir-là, une foule d'homosexuel-les, hommes et femmes, envahissent le Marais, débordant complètement les bars. Mais cette foule d'un soir ne se distribue pas pour autant au hasard. Les hommes se trouvent au cœur du quartier, dans la rue Sainte-Croix-de-la-Bretonnerie et les rues adjacentes, tandis que les femmes investissent les rues périphériques que sont la rue des Écouffes et les rues adjacentes. Il y a alors des milliers de femmes dans la rue et presque pas d'homme. Ce soir-là, même les bars généralistes sont investis par les lesbiennes. Cette visibilité est néanmoins très éphémère, circonscrite et périphérique par rapport à ce que représente le Marais gay tout au long de l'année.

L'évitement

Si les bars lesbiens ont aujourd'hui tendance à se rapprocher du Marais, les organisatrices de soirées ponctuelles ont plus de marge de manœuvre dans leurs choix de localisation et disent souvent éviter le Marais.

Cet évitement est justifié de différentes manières. Tout en étant une centralité homosexuelle, le Marais est également fréquenté par des populations très variées, des familles aux touristes, et cette mixité est facteur de risque pour les lesbiennes qui craignent d'y rencontrer un collègue ou leur patron. La visibilité individuelle n'est pas toujours recherchée étant donné la difficulté que cela peut représenter d'être lesbienne aujourd'hui. Cela renvoie alors à la lesbophobie intériorisée par les lesbiennes elles-mêmes, qui préfèrent rester invisibles en tant que lesbiennes plutôt que d'être confrontées à cette difficulté. Ensuite, le Marais est évité parce qu'il est trop masculin, trop gay : ainsi, les soirées non mixtes réservées aux femmes ont tendance à se dérouler loin du Marais. Enfin, c'est parfois l'image même du territoire homosexuel qui est rejetée car assimilée à celle du ghetto. Comme les gays, certaines lesbiennes se disent « hors ghetto » ou « hors milieu » et les organisatrices de soirées prennent soin de détacher leur offre de l'image du Marais pour attirer cette clientèle-là. Selon l'enquête sur la lesbophobie de 2008 (cf. supra, note 11), cette position des lesbiennes par rapport au « milieu » semble être présente dans tous les groupes sociaux et est délicate à interpréter : on peut y voir de la lesbophobie intégrée pour celles qui refusent de s'afficher comme lesbiennes, ou un rejet de l'image caricaturale associée aux lesbiennes visibles (femmes masculines, camionneuses) et au Marais.

L'ignorance

Mais plus qu'un éloignement par la négative, cette distance des festivités lesbiennes par rapport au Marais tient aussi de leur capacité à investir des lieux aussi variés que dispersés dans toute la ville et en particulier les plus valorisés. Les organisatrices de soirées insistent sur la qualité du lieu et du quartier dans lesquels elles proposent leurs soirées : « *Mon credo, c'est toujours d'avoir de très beaux lieux pour les femmes* », dit l'une d'entre elles, afin de « *faire en sorte que les femmes soient fières de venir dans un bel endroit où elles soient bien reçues* ». Cela peut être interprété de deux façons d'un point de vue social : d'un côté, c'est bien un habitus bourgeois qui fait rechercher ce type de lieu, qui s'oppose ici à l'esthétique du monde de la nuit et de la contre-culture (visible

notamment dans les soirées de musique électronique), mais de l'autre, cela permet à des lesbiennes de divers milieux d'accéder à des lieux bourgeois auxquels elles n'auraient pas accès en temps normal.

Cette capacité des lesbiennes à organiser des soirées dans des bars et des boîtes célèbres des beaux quartiers s'inscrit dans une longue filiation, en particulier sur la rive gauche. La dernière boîte de nuit lesbienne comme certaines soirées lesbiennes itinérantes gardent ainsi la mémoire des premiers lieux lesbiens sélects. Si le premier espace de visibilité lesbienne et homosexuelle en général est Pigalle à la fin du XIX^e siècle (Albert, 2006), en lien avec les lieux de prostitution comme dans la plupart des grandes villes, il n'en demeure pas moins que parallèlement, les lesbiennes de la bonne société se retrouvent dans des salons mondains sur la rive gauche, comme celui de Nathalie Clifford Barney, Américaine surnommée « l'Amazone » : les écrivaines comme Renée Vivien, Colette et Mathilde de Morny s'y retrouvent au début du XX^e siècle, puis Djuna Barnes dans les années 1920, et Radclyffe Hall et Gertrude Stein dans les années 1930. La persistance des soirées lesbiennes organisées sur la rive gauche et, plus généralement, dans les lieux de sortie réputés des beaux quartiers témoigne de logiques spatiales autonomes des lesbiennes par rapport aux gays, dans lesquelles aujourd'hui le Marais intervient peu.

Conclusion : Invisibilité lesbienne et droit à la ville

Interroger la justice spatiale à l'aune des lieux de festivité lesbienne renvoie à la question du droit à la ville, qu'Henri Lefebvre définissait précisément comme un droit à la centralité urbaine (Lefebvre, 1968). L'existence de lieux de rencontre et de fête pour les lesbiennes représente en effet un enjeu à la fois matériel et symbolique, comme condition de possibilité d'existence en tant que lesbienne à la rencontre d'autres lesbiennes, mais aussi comme condition de visibilité dans la ville et donc dans la société.

À partir d'un recensement inédit des lieux commerciaux lesbiens et des soirées lesbiennes ainsi que de leur cartographie depuis les années 1970, cette étude montre que les centralités lesbiennes sont soit éphémères soit invisibles, parfois les deux. À cela s'ajoute la fragilité organisationnelle de ces lieux qui ne tient qu'à l'initiative d'un nombre réduit de personnes. Cette fragilité est également présente lorsque aujourd'hui un grand nombre de soirées organisées par des lesbiennes pour des lesbiennes devient de plus en plus mixte.

Si la visibilité des lesbiennes dans la ville est assurément moindre que celle des gays, celles-ci construisent néanmoins des territorialités alternatives, notamment à travers les soirées itinérantes. Ces centralités éphémères d'un soir ou épisodiques fabriquent de l'urbain et de l'urbanité de plusieurs manières. Elles construisent des lieux référents pour les lesbiennes en participant notamment à la formation d'une « identité » lesbienne et concourent donc à la structuration d'un milieu lesbien, même multiple et fragmenté. Au-delà des seuls bars lesbiens identifiables dans l'annuaire et sur un plan de Paris, les soirées lesbiennes tissent un réseau de lieux éphémères à travers lesquelles les lesbiennes se ménagent un accès à la ville qui leur permet d'investir tout autant des lieux hautement symboliques des beaux quartiers de l'Ouest parisien que des lieux situés aux avant-postes du front de gentrification, bien au-delà du seul territoire homosexuel du Marais gay.

En se concentrant sur les lieux commerciaux lesbiens, c'est-à-dire sur la partie émergée de l'iceberg lesbien en ville, encore largement inexploré en région parisienne, cette étude pose des jalons essentiels à la poursuite des recherches sur les différentes formes de la visibilité lesbienne dans la ville.

A propos des auteurs :**Nadine CATTAN**, UMR 8504 Géographie-cité, CNRS**Anne CLERVAL**, Analyse Comparée des Pouvoirs, Université Paris Est-Marne

Pour citer cet article : Nadine CATTAN | Anne CLERVAL, « Un droit à la ville ? Réseaux virtuels et centralités éphémères des lesbiennes à Paris » [“A right to the city? Virtual networks and ephemeral centralities for lesbians in Paris”, traduction : Claire Hancock, Université Paris-Est- Créteil] **justice spatiale | spatial justice**, n° 03 mars | march 2011, <http://www.jssj.org>

Références bibliographiques

- ADLER S. et BRENNER J.** “Gender and space: lesbians and gay men in the city”, *International Journal of Urban and Regional Research*, 16 (1), 24-34, 1992.
- ALBERT, N. G.**, « De la topographie invisible à l'espace public et littéraire : les lieux de plaisir lesbien dans le Paris de la Belle Époque », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53 (4), 87-105, 2006.
- BINNIE, J. et VALENTINE G.**, “Geographies of sexuality – a review of progress”, *Progress in Human Geography*, 23 (2), 175-187, 1999.
- BLIDON M.**, *Distances et rencontre. Éléments pour une géographie des homosexualités*, Thèse de doctorat en géographie, Paris 7, 2007.
- BROWNE K.**, “Lesbian geographies”, *Social and Cultural Geography*, 8 (1), 1-7, 2007.
- CASTELLS M.**, *The city and the grassroots*, Berkeley: University of California Press, 1983.
- CATTAN N. et LEROY S.**, « La ville négociée : les homosexuel(le)s dans l'espace public parisien », *Cahiers de géographie du Québec*, 54 (151), 9-24, 2010.
- Chetcuti N.**, *Se dire lesbienne. Vie de couple, sexualité, représentation de soi*, Paris : Éditions Payot & Rivages, 2010.
- CIERI M.**, “Between Being and Looking. Queer Tourism Promotion and Lesbian Social Space in Greater Philadelphia”, *ACME, An International E-Journal for Critical Geographies*, 2 (2), 147-166, 2003.
- DELIGNE C., GABIAM K., VAN CRIEKENGEN M. et DECROLY J-M.**, « Les territoires de l'homosexualité à Bruxelles : visibles et invisibles », *Cahiers de Géographie du Québec*, 50 (140), 135-150, 2006.
- DELPHY C.**, *L'Ennemi principal. 1. Économie politique du patriarcat*, Paris : Syllepse, 1998.
- FORES B.**, “West Hollywood as symbol: the significance of place in the construction of a gay identity”, *Environment and Planning D: Society and Space*, 13 (2), 133-157, 1995.
- GRESILLON B.**, « Faces cachées de l'urbain ou éléments d'une nouvelle centralité ? Les lieux de la culture homosexuelle à Berlin », *L'Espace géographique*, 4, 301-313, 2000.
- KNOPP L.**, “Some theoretical implications of gay involvement in an urban land market”, *Political Geography Quarterly*, 9, 337-352, 1990.
- LEFEBVRE H.**, *Le Droit à la ville*, Paris, Economica, Anthropos, 2009 (première édition en 1968).
- LEROY S.**, « Le Paris gay. Éléments pour une géographie de l'homosexualité », *Annales de géographie*, 114 (646), 579-601, 2005.
- MEREAU J.**, « Les Originales, un bar de femmes », *Socio-anthropologie*, 11, 2002 [mis en ligne le 15 novembre 2003].
- PERRIN É.**, *Bulles et noctambules, histoire de la nuit au féminin*, Paris : Éditions double interligne, 2000.
- PODMORE J. A.**, “Gone 'underground'? Lesbian visibility and the consolidation of queer space in Montréal”, *Social and Cultural Geography*, 7 (4), 595-625, 2006.
- PRITCHARD A., MORGAN N. and SEDGLEY D.**, “In search of lesbian space? The experience of Manchester's gay village”, *Leisure Studies*, 21 (2), 105-123, 2002.
- PROVENCHER D. M.**, *Queer French. Globalization, Language, and Sexual Citizenship in France*, Aldershot: Ashgate, 2007.
- RETTETTER Y.**, “Lesbian spaces in Los Angeles, 1970-1990” in *Queer in space: Communities, Public Places, Sites of Resistance*, edited by Gordon Brent Ingram, Anne-Marie Bouthillette and Yolanda Retter, 325-337, Seattle: Bay Press, 1997.

ROTHENBERG T., "And she told two friends: lesbians creating urban social space" in *Mapping desire. Geographies of sexualities*, edited by David Bell and Gill Valentine, 165-181, London: Routledge, 1995.

SIBALIS M., "Urban space and homosexuality: the example of the Marais, Paris' "Gay Ghetto" ", *Urban Studies*, 41 (9), 1739-1758, 2004.

TAMAGNE F., *Histoire de l'homosexualité en Europe. Berlin, Londres, Paris. 1919-1939*, Paris : Seuil, 2000.

TAMAGNE F., « Histoire des homosexualités en Europe : un état des lieux », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, 53 (4), 7-31, 2006.

VALENTINE G., "(Hetero)sexing space: lesbian perceptions and experiences of everyday spaces", *Environment and Planning D: Society and Space*, 11 (4), 395-413, 1993.

VALENTINE G., "Making Space: lesbian separatist communities in the United States" in *Contested countryside cultures*, edited by Paul Cloke and Jo Little, 109-122 London: Routledge, 1997.